

*Les crédits*

Il est capital que la Chambre comprenne bien les contradictions inhérentes au financement de méga-projets par le gouvernement. Nous voulons une évaluation environnementale qui s'inscrit dans une optique non partisane, mais carrément politique. Comme l'a fait remarquer le député d'en face, la Chambre des communes est une assemblée politique qui n'a pas nécessairement à être partisane sur cette question. Nous devons penser à long terme et non à court terme; nous devons répondre non pas aux sondages du gouvernement, mais aux inquiétudes réelles et sincères non seulement des Canadiens, mais aussi des citoyens du monde entier.

C'est le passage à une société du développement durable qui nous préoccupe. Les questions qui en découlent sont indéniablement de vastes questions.

Nous devons entièrement reconsidérer la façon dont nous envisageons la rentabilité. Le gouvernement fédéral doit prêcher d'exemple à cet égard, non simplement au niveau de sa politique nationale, mais dans ses activités quotidiennes. C'est dans cet esprit que nous voulons qu'on nomme un agent environnemental de la Chambre des communes.

Nous, les nouveaux venus, sommes peut-être plus sensibles que les autres députés au fait que la Colline du Parlement constitue elle-même une ville à l'intérieur d'une ville. Nous avons l'occasion de prouver au Canada et au reste du monde que nous avons vraiment à cœur de protéger l'environnement. Nous devrions mettre de l'ordre chez-nous en décrétant le recyclage de tout le papier que nous utilisons ici. Je représente une circonscription de la Colombie-Britannique dont les forêts ont été entièrement anéantis au fil des siècles. Nous aurions pu éviter ce désastre si nous avions su procéder à un sage recyclage du papier.

Pour mettre en oeuvre les recommandations du rapport Brundtland, nous devons faire bien plus que de simplement discourir sur le développement durable ou d'affirmer sur tout des autocollants écologiques.

Le rapport propose une approche toute nouvelle à l'égard du développement économique. Nous pourrions commencer ici même sur la Colline du Parlement en ce qui concerne certaines de nos activités. Nous ne voulons pas passer pour de simples spectateurs. Nous devons démontrer que nous sommes prêts à entreprendre des changements fondamentaux.

Pour ce qui est de protéger l'environnement, nous demandons au gouvernement fédéral de procéder immédiatement à une réévaluation de chacune de ses prises de position relativement à chacun de ses programmes pour voir s'ils ne sont pas polluants.

Cela nous amène à un sujet qui m'intéresse tout particulièrement, soit le développement international. En présentant son dernier budget, le gouvernement a clairement démontré qu'il n'a pas compris les recommandations de la Commission Brundtland. Il n'a pas du tout saisi par exemple l'idée selon laquelle tous les peuples du monde non seulement sont liés, mais indissociables. Nous sommes interdépendants. Parce que nous habitons un pays industrialisé, nous semblons penser que nous sommes à l'abri des désastres qui frappent certains pays du tiers monde, à telle enseigne que le gouvernement a jugé raisonnable de réduire les crédits budgétaires alloués à l'aide à l'étranger.

Cela signifie que nous prenons peut-être les moyens de réduire notre déficit. Nous prenons soin de nous-mêmes, mais nous exportons la dégradation de l'environnement vers les pays qui sont le moins en mesure de la supporter tant ils sont vulnérables.

Envisagée à l'échelle internationale, une telle attitude est absurde. Nombreux sont les scientifiques et les esprits éclairés qui nous ont dit que nous habitons tous la même planète. Si nous en violons une partie, nous la violons entièrement. C'est en proposant dans son budget de réduire les crédits alloués à l'aide à l'étranger que le gouvernement a démontré qu'il n'y comprenait rien.

Quant aux produits et aux déchets toxiques, la Loi canadienne sur la protection de l'environnement renferme une liste prioritaire. Il faut toutefois établir des délais pour l'élimination de ces déchets. Il faut nous fixer des objectifs et des délais en vue de la réduction des produits chimiques polluant notre environnement. Nous devons faire la part des choses entre des initiatives de développement durable et le nettoyage du gâchis dans lequel nous nous trouvons déjà. La vente de produits chimiques constitue dix pour cent du commerce international. Ces produits circulent dans notre environnement. Une grande partie remonte la chaîne alimentaire et atteint les plantes, les animaux et les humains.

Dans l'ensemble, notre eau potable est contaminée par des substances toxiques, comme les BPC, les dioxines et les furanes.

On a récemment découvert de hauts niveaux de BPC dans le lait maternel des femmes Inuit. Cela devrait nous inciter à adopter des mesures nationales et universelles interdisant toute émission de substances toxiques afin d'empêcher les pesticides et les produits chimiques potentiellement nocifs de se propager dans notre atmosphère et d'aller polluer des régions situées loin des lieux d'utilisation, d'entreposage ou d'élimination de ces matières dangereuses.